

Les femmes et la microfinance et présentation de WWB

BIM n° 32 – 17 août 1999
Geneviève NGUYEN

Sans vouloir être féministe ou faire l'écho de la mode « gender », nous devons reconnaître que les femmes ont joué un rôle important dans la naissance et le développement de la microfinance :

- *Yunus a développé le système de petit crédit à caution solidaire en s'appuyant sur le vécu d'un groupe de femmes pauvres vivant dans le voisinage de l'Université de Chittagong (Bangladesh);*
- *de nombreuses études sur la finance informelle ont été conduites sur les tontines de femmes en Afrique, qui ont inspiré un certain nombre de « best practices » (importance de l'épargne, de l'autogestion et des fonctions sociales des transactions financières dans l'appropriation d'un système de microfinancement par la population...).*

L'importance du rôle de la femme est globalement reconnue (sincèrement ou pas) dans le discours des bailleurs de fonds, opérateurs de projets de microfinancement, gouvernements et chercheurs. Dans la pratique, cette reconnaissance s'est traduite par des systèmes de microfinancement, qui se sont construits uniquement sur la base d'une clientèle féminine, et d'autres, qui ont plus ou moins essayé d'intégrer des clients femmes.

Cependant, des observations sur le terrain et des études plus poussées sur le sujet mettent en évidence un fossé entre le discours et la réalité, et ce à plusieurs niveaux :

- Sans une politique volontariste, la participation des femmes dans les systèmes de microfinancement reste limitée (taux de participation en moyenne inférieur à 20 % dans des systèmes de type mutualiste - recrutement faible de femmes salariées dans des institutions directement impliquées dans la microfinance). Un crédit pris par un homme peut, certes, bénéficier à la femme, mais dans beaucoup de sociétés, on peut affirmer sans trop se tromper que ce ne sera pas souvent le cas. En effet, les femmes ont a priori une demande pour des services financiers différente de celle des hommes car elles exercent des activités différentes, font face à des contraintes, des besoins, et des responsabilités différents. Les femmes commerçantes en Afrique de l'Ouest demandent par exemple un service de dépôt à vue afin de pouvoir mettre leur revenu de la journée à l'abri de la convoitise de leur mari.
- Une politique volontariste de ciblage sur les femmes en excluant les hommes n'est pas non plus pleinement satisfaisante. Peu d'études ont été menées sur le problème du contrôle social des systèmes de microfinancement, mais on observe dans la pratique une fragilisation puis blocage, à un moment ou à un autre, des systèmes qui ne reposent que

sur une base féminine. Ce blocage peut se traduire notamment par des problèmes de remboursement ou encore par des mécontentements exprimés par les hommes exclus du service (exemples de certains systèmes de type associations villageoises de crédit ou de type caution solidaire en Afrique de l'Ouest). L'émancipation économique de la femme au sein de certaines sociétés est vite freinée en l'absence d'un consensus social impliquant tous les acteurs de la société. Des femmes au Mali ont, par exemple, expliqué comment elles ne pouvaient épargner au delà d'un certain montant ou comment elles ne pouvaient développer leur activité de petit commerce au delà d'un certain volume et espace géographique. De la même façon, des hommes d'un village au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire ont expliqué qu'une caisse d'épargne et de crédit n'acceptant que des femmes « ne pouvait » fonctionner de façon correcte éternellement. Les femmes sont ainsi parfois obligées de prendre des crédits pour leurs maris.

Ces quelques exemples font dire qu'il ne s'agit pas de promouvoir la participation des femmes les yeux fermés, par un simple discours ou une simple politique volontariste. Pour garantir une appropriation sociale d'un système de microfinancement, élément déterminant pour sa durabilité, il est important de comprendre la place et le rôle de la femme dans le milieu où elle vit, et les contraintes sociales et économiques auxquelles elle est soumise, afin de pouvoir concevoir une institution qui puisse lever progressivement ces contraintes sans toutefois être en totale contradiction avec le système de contrôle social existant.

L'Université du Nouveau Brunswick au Canada organise, à ce sujet, une conférence internationale du 15 au 18 septembre 1999. Intitulée « Femmes et crédit : pratiques du passé; priorités du présent, de l'an 1600 à l'an 2000 », la conférence cherche à présenter des expériences des femmes avec le crédit dans différents contextes du monde et à différentes périodes dans le temps. « Le crédit est le point de départ, mais aussi la conférence évalue aussi les éléments connexes qui assurent l'accumulation d'actifs et l'indépendance économique ultime pour les femmes... Cette conférence encourage donc une nouvelle compréhension du rôle des femmes dans l'économie. »

Programme de la conférence

- > Session 1 : « La vie économique et le crédit des femmes, de 1 650 à 1 800 »
- > Session 2 : « Le développement institutionnel et la provision de micro-crédit »
- > Session 3 : « Le crédit, l'entraînement, et le développement maintenu à long terme »
- > Session 4 : « L'expérience des femmes avec le crédit dans l'Europe pré-industrielle »
- > Session 5 : « Les politiques et pratiques de micro-crédit dans la société contemporaine »
- > Session 6 : « L'accès récent des femmes au crédit »
- > Session 7 : « La création d'opportunités: affronter les défis »
- > Session 8 : « Les opportunités économiques des femmes au Canada atlantique »
- > Session 9 : « Mythes, réalités et opportunités de l'expérience économique des femmes de 1850 à 2000 »
- > Session 10 : « Expérience historique et opportunités future: parcourir le potentiel économique des femmes. »

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site web de la conférence : <http://www.unb.ca/conferences/history/WCC/> ou contacter l'organisatrice Berverly LEMIRE : E.mail : lemire@unb.ca

Adresse : Département d'Histoire
Université du Nouveau-Brunswick
CP 4400
Fredericton, Nouveau-Brunswick, Canada E3B5A3

Quelques références biblio sur le sujet

- > de la Rocque, M. 1997. « Etude de l'impact des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées au Pays Dogon, Mali. Tome 2. » Centre International de Développement et de Recherche (CIDR), Autrèches, France.
- > Guérin, I. 1998. « Le crédit au féminin: l'expérience du Crédit Mutuel du Sénégal. » In Server J.M. et Vallat D. (eds) « Exclusion et liens financiers. Rapport 1997 » Paris: Association d'Economie Financière/Monchrestien, pp. 77-91.
- > Mizan, N.A. 1994. "In Quest of Empowerment: The Grameen Bank Impact on Women's Power and Status." Dhaka: Dhaka University Press, Bangladesh. (en anglais)
- > Rahman, A. 1999. "Micro-credit Initiatives for Equitable and Sustainable Development: Who Pays?" (les initiatives de micro-crédit pour un développement équitable et durable : qui paie?). World Development, Vol. 27, No. 1, pp. 67-82. (en anglais)
- > Schuler, S.R. ; Hashemi S. et Riley A.P. 1997. "Men's violence against women in rural Bangladesh : Undermined or exacerbated by microcredit programs?" (la violence des hommes sur les femmes dans les zones rurales au Bangladesh: est-elle apaisée ou, au contraire, aggravée par les programmes de micro-crédit ?) Papier présenté au séminaire annuel de Population Association of America, Washington, D.C., Mars 1997, Etats-Unis. (en anglais)
- > Servet, J.M. 1995. « Epargne et liens sociaux. Etudes comparées d'informalités financières. » Cahiers Finance, Ethique, Confiance. Paris : Association d'Economie Financière et AUPELF-UREF éditions.

Présentation du réseau "Women's World Banking"

Women's World Banking. WWB

8 West 40th Street 10018 New York, NY ETATS UNIS
Tél : 1 212 768 8516
Fax : 1 212 768 8519
Mél : wwb@igc.apc.org

Objectif en matière de microfinancement

Women's World Banking (WWB) est une organisation à but non lucratif établie en 1979 avec pour mission de renforcer le rôle des femmes entrepreneurs dans le monde entier. WWB appuie les femmes micro et petit-entrepreneurs en leur donnant accès au financement, à l'information et aux marchés. Les objectifs de WWB sont (i) d'accroître la participation économique de millions de femmes entrepreneurs à travers la prestation de services directs et la réflexion sur les politiques gouvernementales, commerciales, bancaires... (ii) d'appuyer des initiatives locales (iii) de créer des mécanismes, relations, et systèmes qui donneront aux femmes entrepreneurs pauvres l'accès aux ressources financières et techniques (iv) de soutenir un réseau mondial de dirigeants commerciaux, financiers et politiques dans le but de créer des

entreprises et des économies n'écartant pas les femmes, et (v) de construire des réseaux d'entreprises. WWB a plus de 50 affiliés dans plus de 40 pays en Afrique, Asie, Amérique Latine, Europe, et Amérique du Nord.

Prestation et/ou actions menées

Chacun des affiliés de WWB est une organisation locale indépendante. Le siège localisé à New York assure cinq services principaux à destination de ses affiliés : (i) un programme de développement institutionnel qui offre de l'assistance technique dans la gestion financière, les systèmes d'information et les stratégies de planification, (ii) des services financiers à travers un programme de garantie par lequel WWB sert de garantie auprès des banques pour les lignes de crédit de ses affiliés, (iii) des services spécifiques à l'appui des microentreprises : assistance technique en marketing, amélioration de produits..., (iv) des démarches auprès des autorités pour assurer les conditions de développement des microentreprises, et (v) la publication et la diffusion d'information sur le microfinancement.